

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 449

Artikel: Non au chauffage électrique : choix énergétiques et options fondamentales [suite]
Autor: Lehmann, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027087>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Choix énergétiques et options fondamentales

Dans sa réponse à mon article sur la substitution du pétrole, M. J. Desmeules présente un bric-à-brac d'arguments pour essayer de redorer le blason du chauffage électrique direct¹.

Il me paraît désirable, pour qu'un tel échange d'arguments puisse avoir un sens, que les options fondamentales soient d'abord présentées, celles qui conditionnent les attitudes vis-à-vis des choix urgents qui conditionneront la société de demain. Dans la mesure où ces options et ces choix sont reliés de manière cohérente, la discussion devrait progressivement se centrer sur les options. Et c'est justement là que chacun devrait être appelé à donner son avis. Un avis personnel indépendant des bagarres d'experts.

Le critère économique : insuffisant !

— *Attitude vis-à-vis du tabou économique.* Pour ma part, je suis opposé à ce tabou. Je ne pense pas qu'une récession économique soit une calamité, bien au contraire². A mon avis, le critère économique ne permet pas des choix corrects et il doit être relégué au second plan. Je pense qu'il est possible de vivre aussi bien, voire mieux, en consommant moins d'énergie (et d'autres biens de consommation). Donc, une pénurie d'énergie ne serait pas un mal, surtout si elle permettait d'accélérer les mesures d'économie. Pour l'instant, les mesures d'économies prises par l'Etat et la plupart des entreprises sont, au mieux, marginales. Certaines entreprises, comme la Compagnie vaudoise d'électricité (CVE), poussent même au gaspillage en faisant la promotion du chauffage électrique direct.

¹ Les thèses de P. Lehmann (« La substitution du pétrole, mâchoire de l'étau nucléaire ») dans DP 446 et la réponse du directeur de la CVE dans DP 448.

² Nous nous sommes déjà expliqués sur ce point avec notre ami P. Lehmann : débat sous le titre « Esclaves de l'expansion » dans ces colonnes dès DP 433 (Réd.).

M. Desmeules, par contre, qualifie une pénurie d'énergie de catastrophique. Il se garde d'ailleurs de définir cette pénurie. Est-ce que la non-fourniture d'énergie pour les gaspillages les plus grossiers (comme le chauffage électrique direct) peut être qualifiée de pénurie ? Peut-on parler de pénurie lorsqu'on utilise deux litres de mazout pour produire l'énergie utile que l'on pourrait obtenir à partir d'un seul ? Et même si régnait une réelle pénurie obligeant une certaine diminution de la consommation d'énergie *utile*, en quoi cela serait-il si catastrophique ? Ne pourrait-on pas pallier une telle pénurie, par exemple en redistribuant l'énergie de manière plus équitable, en évitant que certains en consomment dix fois plus que la moyenne ? La satisfaction de tous les besoins, quels qu'ils soient, ne me paraît pas représenter un critère de choix défendable et je ne vois aucune objection à plafonner la consommation d'énergie avec une certaine précision.

Je présume que pour M. Desmeules, en revanche, tout ce qui résulterait en une diminution de l'expansion économique est *a priori* catastrophique. Si tel est effectivement son choix, il a une certaine logique pour lui lorsqu'il promouvait la consommation d'électricité par n'importe quel moyen, y compris le chauffage électrique direct ! Notons en passant que M. Desmeules ne conteste pas le fait que cette forme de chauffage soit un gaspillage évident. Il ne s'oppose pas, en effet, au deuxième principe de la thermodynamique.

Indépendance régionale et ressources propres

— *Choix de société.* On parle beaucoup d'indépendance. Celle-ci est définie en général de manière très restrictive comme étant la capacité de se subvenir à soi-même à l'intérieur des frontières de l'état-nation. Je pense que l'on devrait favoriser l'indépendance dans des frontières même plus petites, aussi petites que raisonnablement possible. Un peu le concept régionaliste de Denis de Rougemont. Cette conception s'oppose à une centralisation très marquée, en particulier à celle de la production d'énergie.

Il me paraît néfaste que le citoyen soit ficelé à un système centralisé lointain et anonyme sur lequel il ne peut exercer aucun contrôle réel. Il en résulte que je suis opposé aux grosses centrales de production, en particulier aux centrales nucléaires que l'on fait aussi grosses que possible sous prétexte de diminuer le prix du kWh.

Je pense que la vraie indépendance régionale passe par l'utilisation de ressources d'énergie autochtones et renouvelables et que c'est la disponibilité de celles-ci qui devrait, à long terme, déterminer la consommation d'énergie des citoyens. M. Desmeules a bien entendu toute latitude de préférer une société centralisée et de trouver les centrales nucléaires admirables...

Préserver l'avenir

— *Laisser des choix ouverts aux générations suivantes :* il ne me paraît pas correct de choisir des solutions irréversibles ! La radioactivité, une fois provoquée, ne peut plus être supprimée. Et même si l'on pouvait avoir une foi absolue dans la sécurité des centrales et des usines de retraitement — ce qui n'est pas le cas — on obligerait quand même un nombre considérable de générations à surveiller attentivement et sans relâche les restes radioactifs que notre euphorie expansionniste et gaspilleuse aura laissés derrière elle. Je ne trouve pas cela acceptable.

Bien sûr, M. Desmeules a le droit d'estimer que le maintien de l'expansion est absolument prioritaire et que les considérants ci-dessus sont de la sentimentalité de mauvais aloi. Dans ce cas, il nous faudra simplement constater le désaccord.

Je ne crois pas que les points ci-dessus relèvent d'une « hargne » antinucléaire, comme le voudrait M. Desmeules. Mon refus des centrales nucléaires tient en somme dans ma conviction qu'elles ne sont pas une solution acceptable au problème de l'énergie ; je crois que cette attitude est cohérente avec les options de base exposées plus haut.

Passons en revue encore brièvement quelques autres arguments ! M. Desmeules croit pouvoir justifier le chauffage électrique direct par le fait

que ce chauffage a été installé à grande échelle dans certains pays. Voilà qui ne prouve en tout cas rien ! La dépendance dans laquelle nous nous trouvons actuellement vis-à-vis du pétrole, dépendance que M. Desmeules semble regretter, est aussi le fait d'options prises par des gouvernements mal inspirés. A des gens qui, il y a quelques dizaines d'années, auraient mis en garde contre une trop grande dépendance du pétrole, le « M. Desmeules » du moment aurait pu rétorquer que d'autres gouvernements se lançaient à fond dans le tout au pétrole. Avec les résultats que l'on peut constater. Or, à l'époque, l'abondance de pétrole semblait énorme et le risque d'en manquer paraissait lointain. Aujourd'hui, le manque d'uranium est déjà à la porte, alors que l'exploitation des réacteurs à fission n'a guère que commencé...

Amoco-Cadiz and co

Enfin, M. Desmeules met en parallèle ce qu'il appelle la grande sécurité offerte par le nucléaire et les catastrophes du genre Amoco-Cadiz. Il est clair que la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, et d'autres du même genre, sont aussi le résultat de la prédominance du tabou économique : ce qui compte dans cette optique, c'est d'acheminer beau-

coup de pétrole rapidement et à moindres frais, afin de maximiser les profits. La protection des mers ne compte pour rien aux yeux des responsables de ces transports, simplement parce qu'une sécurité accrue augmenterait les frais et diminuerait les profits. L'incroyable ineptie et le je m'en foutisme, tant des responsables de l'Amoco-Cadiz que du gouvernement français, sont là pour en témoigner.

Mais cette attitude n'est pas spécifique au pétrole. On retrouve les mêmes motivations, et presque les mêmes têtes, dans le nucléaire (voir le livre de Louis Puiseux, « La Babel nucléaire »). Il n'y a peut-être pas eu d'accident très grave jusqu'ici dans les centrales nucléaires, mais il y a eu beaucoup d'incidents, et il semble bien que l'on soit passé plusieurs fois très près de la catastrophe. La manière la plus sûre d'éviter un Amoco-Cadiz nucléaire est de ne pas poursuivre l'installation de ces centrales.

Le gigantisme et la centralisation sont porteurs de catastrophes en puissance. C'est l'évidence que nous apporte la catastrophe pétrolière de Bretagne. Pour M. Desmeules, cette catastrophe prouve simplement que le nucléaire c'est mieux que le pétrole. C'est inquiétant.

P. Lehmann

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Un conteur

Mort de Louis Gaulis.

Grâce à sa fortune, c'est un homme qui aurait pu « ne rien faire » : il nous a donné quelques-unes des meilleures pièces de théâtre de la seconde moitié de ce siècle, sans compter des récits (parus à *l'Age d'homme*), qu'il avait l'habitude de dire dans les bistrot de la Savoie et de Genève, incomparablement, à la fois savoureux et pleins d'humanité.

Grâce à son talent, il aurait pu se contenter d'écrire : il travaillait pour la Croix Rouge Inter-

nationale; c'est, on le sait, au cours d'une mission au Proche-Orient qu'il a trouvé la mort.

Membre du Groupe d'Olten, il l'honorait de sa présence, lui apportant sa chaleur et son humour. A propos de récits, cette histoire qu'il me conta à Berne, voici quelques années :

L'un de ses amis était allé s'installer dans la ville fédérale. Le premier dimanche — on était en automne — le voilà qui prend un râteau, rassemble les feuilles mortes de son jardin et y met le feu. Survient son voisin : « C'est interdit ! On n'a pas le droit de travailler le dimanche ! » (accent suisse-allemand de Gaulis, inimitable !) « Si vous continuez, je vais chercher la police ! — Eh bien, allez la chercher ! » Le voisin va la chercher.

La police survient et met l'ami à l'amende !

Le dimanche suivant, il reprend son râteau, élève un tas plus haut que la première fois, auquel il met le feu. Même scénario : le voisin accourt : « Je vais chercher la police ! — Eh bien, allez la chercher ! » L'autre va la chercher. La police survient pour la seconde fois. A ce moment, l'ami retire de sous le tas un bâton, au bout duquel il avait enfilé un cervelas : « Ah ! dit Pandore, pique-nique ! pique-nique ! Gut ! Gut ! » Et s'en va, sans insister !

Se non è vero...

* * *

A propos, j'ai été me promener en Belgique, ce printemps. Naïvement, j'imaginai que les Belges parlent français. Je croyais même me rappeler qu'en 1830, ils s'étaient séparés de la Hollande, parce qu'ils parlaient français et supportaient mal les Hollandais et le néerlandais...

Grave erreur ! A Louvain, pas une inscription en français dans les rues. Pas un journal français dans les kiosques. Impossibilité de se procurer une formule de déclaration d'impôts en français. Impossibilité de se faire répondre en français par l'employé ou l'employée du central téléphonique. Ici et là, sur les poteaux indicateurs, le mot français est encore lisible — recouvert de noir : reste *Leuven* pour Louvain, *Namen* pour Namur. Non sans peine, j'ai cherché mon chemin jusqu'au Grand Béguinage — *Grosse Begijnhof* — où j'ai retrouvé un ami, l'un des trois professeurs parlant encore français à l'Université de Louvain — pardon : *Leuven* — parce qu'il enseigne la littérature française !

Le Jura renversé !

On se persuade que les francophones ont dû commettre encore plus d'erreurs psychologiques que les Bernois !

Reste à compter sur l'espéranto : Edmond Privat, dont on vient de publier la correspondance avec Romain Rolland (Baconnière) était un grand espérantiste.

J.C.